

Un 5 février pour la convergence des luttes, contre le dégraissage des emplois à France Télévisions

300 000 manifestants dans toute la France pour la convergence des luttes à l'appel de la CGT, de la FSU, de Solidaires et d'un certain nombre de syndicats FO. Hausse des salaires, justice fiscale, retraites, minima sociaux, défense des services publics.

Personne n'est dupe du "grand débat" tronqué de Macron qui annihile de façon éhontée la dimension sociale de la crise en proposant de choisir entre baisse des impôts et dézingage des services publics. Tout le contraire de la redistribution des richesses exigée par une population excédée par le creusement sans fin des inégalités.

À FTV, au-delà de ces revendications communes, la mobilisation portait bien entendu sur le plan de dégraissage que la patronne tente de faire avaler au pas de course aux syndicats et avec une brutalité inédite (dans le calendrier patronal, premiers départs et donc premières suppressions de postes en avril prochain !)

Les salariés en grève dénonçaient ce plan destructeur et exigeaient :

- le retrait des 1000 suppressions d'emplois inscrites dans le projet d'accord de rupture conventionnelle collective.
- la présentation complète du projet stratégique de FTV et ses conséquences sur l'organisation, l'activité, le périmètre de l'entreprise et du groupe.

Une revendication qui reprenait les termes de la déclaration unanime des élu·e·s lors du CSEC de décembre (➔lire ici), refusant un nouveau plan de suppression de postes. Déclaration soutenue par les 4 Organisations syndicales représentatives, à l'annonce d'une restructuration de grande ampleur par la présidente.

Dans ce cadre, la CGT continue à appeler de ses vœux la construction d'une puissante intersyndicale pour faire obstacle à ce plan mortifère.

La journée d'hier était une étape importante dans ce combat pour l'emploi et la défense de l'audiovisuel public. Le mouvement était visible sur nombre d'éditions, au national, en région et dans les Outre-mer, en Télévision et en Radio.

Bravo aux cadres et vidéos du national, aux monteurs de Malakoff, aux salariés de Vanves et à tous ceux qui, un peu partout, se sont élevés contre le fatalisme et la résignation. Les seuls combats que l'on est sûr de perdre sont ceux qu'on ne mène pas.

Prochaine étape : le CSE central du 19 février, à la demande de la CGT, où la direction devra présenter ses orientations stratégiques (si elle en a). Delphine Ernotte doit entendre le message des salarié·e·s. La CGT, premier syndicat de FTV, n'entérinera pas la suppression de 1000 postes qui conduirait inéluctablement à la réduction du périmètre public et l'abandon de ses missions.

Paris, le 6 février 2019



MOTION

des élus du CSE Central de France Télévisions

Delphine Ernotte annonce une restructuration de grande ampleur à France Télévisions

Delphine Ernotte, présidente de FTV, a annoncé aux élu-e-s en ouverture de séance du CSE Central du 12 décembre 2018 un « plan de transformation de l'entreprise » comportant trois aspects :

- un plan de départs sous la forme d'une rupture conventionnelle collective afin de préparer une « recomposition des effectifs »
- un financement de ce plan, avec l'accord de l'actionnaire, sans plus de précisions quant à son montant et son origine
- une révision complète de l'Accord collectif du 28 mai 2013 jugé trop favorable aux salariés (temps de travail, congés, rémunérations, métiers, conditions de départ, etc.).

Les élu-e-s refusent un nouveau plan de suppression de postes, s'ajoutant à ceux en cours, au moment où le service public est confronté à des enjeux historiques de développement sur le numérique et de maillage des territoires.

Ils dénoncent :

- le chantage de la direction qui laisse entendre qu'à défaut d'accord collectif les départs se poursuivraient sans accompagnement.
- l'approche de la transformation des métiers par le seul prisme des économies et des réductions de l'emploi.
- la menace par la direction d'une application d'une convention de branche bien plus défavorable aux salariés et dont la négociation est amorcée.

Ils demandent aux organisations syndicales de se réunir au plus vite afin d'organiser dans l'unité la riposte appropriée face à l'annonce de cette restructuration de grande ampleur.

Motion adoptée à l'unanimité des élus(e)s.

Les OS CGT, CFDT, FO et SNJ s'associent à cette motion.

Paris, le 12 décembre 2018